Bachir, et redevenir amant

Par Mohamed Benchicou

Samedi prochain, ce 14 juin maudit à l'odeur de sang et d'espoir, nous aurons sans doute lu le dernier éditorial à la gloire de Bouteflika quand Bachir Rezzoug recevra, des mains de la mère de Matoub Lounès, le prix de la Plume libre pour l'année 2008.

Pourquoi Bachir ? Parce que c'est Bachir. Et que dans les terribles instants de doute et d'égarement, il devient salutaire de donner un nom au père inconnu.

Car il est temps, aujourd'hui, pour la presse libre algérienne, sujette aux dévergondages, de savoir qu'elle a un père. Oh, certes, un père parmi quelques autres, mais un père plus que d'autres quand même, sans doute le plus séducteur, peut-être le plus passionné, certainement le plus enflammé.

Oui, il est temps de se rassurer sur son pedigree : le journalisme algérien est de race ! Il se dégage encore aujourd'hui, de chacun de nos journaux, l'odeur d'un siècle décisif, le regard de Pia, la colère de Kateb et le goût d'un levain oublié. Nous ne sommes pas orphelins d'une épopée. Et nous n'avons rien d'une génération spontanée. Nous sommes les enfants d'une longue chimère fécondée ; ses continuateurs désarmés ; ses héritiers insouciants.

Nous sommes la presse désinvolte, oublieuse de sa grandeur.

Savoir d'où l'on vient, se remémorer nos prestigieuses filiations, c'est recenser, en même temps, toutes nos infidélités. Et s'apercevoir, Dieu, à quel point nous avons démérité de nos puissantes ascendances ! Et si nous avons aujourd'hui si peu d'estime pour nous-mêmes, n'est-ce pas que nous sommes dépourvus de panache, ayant bradé celui de nos pères ? N'est-ce pas de s'en être interdit les saveurs qui rendent notre métier si insipide ?

Que gagnerions-nous alors à nous rappeler Bachir ? Une chose capitale : redevenir des amants. Car, enfin, avouons-le, quelle autre fascination nous a jetés dans les bras de ce métier que cette illusion, toujours vérifiée, de pouvoir le pratiquer en éternel libertins ? Or, c'est précisément le grand trésor que nous laisse Bachir : le journalisme, sur cette terre surtout, le journalisme est une fabuleuse impiété. Bachir appelle cela le «devoir d'impertinence».

Exercé dans la passion, il libère l'homme de toutes les servitudes et de toutes les religions, celle de l'argent comme celle du pouvoir.

C'est la clé du journalisme indépendant. Mais qui exerce encore ce métier dans la passion ?

A l'heure où des éditorialistes à l'âme de métayers prêtent leur voix aux sarabandes officielles pour le troisième mandat, la question n'est pas superflue. Constatons au passage, à propos de pedigree, qu'il reste en tout lieu indispensable. Il manque même au carrousel des serfs roulant pour le troisième mandat. Il leur manque la majesté d'une vraie course de chiens, la noblesse du lévrier et cette grandeur que Jack London, autre légende du journalisme, a si souvent décrite chez le chien Husky : le caractère farouchement indépendant !

Et manquer de panache devient impardonnable : on croit assister à la parade de la Cavalerie de Saumur, on se retrouve, au final, devant un manège de chevaux de bois où l'on court la bague !

Ce sont toutes ces dérives et ce déclin dans la loufoquerie qui condamnent le journalisme à ses yeux, qu'a évités Bachir : l'asservissement au pouvoir et à l'argent, l'obsession de plaire aux puissants, la mutilation de la vérité sous un prétexte commercial ou idéologique, la flatterie, la vulgarité ; bref, le mépris de ceux à qui l'on s'adresse.

Le lecteur. Voilà le seul maître. Bachir nous a laissé la preuve qu'on pouvait diriger un journal à succès sans forcément le réduire à une simple entreprise commerciale soumise à la loi capitaliste de l'offre et de la demande. C'est ce qu'il fit avec l'inoubliable *La République*, au début des années 1970, ce quotidien qui marqua des générations d'esprits et qui reste, à ce jour, un phénomène inégalé d'insolence, de liberté d'esprit et de rigueur professionnelle. Avec *La République*, Bachir a étrenné le devoir d'impertinence à l'intérieur du système du parti unique ! Il a réussi !

Entre le peuple et les lampions

Mais Bachir l'impie nous a laissé cette autre démonstration qui ébranla, en son temps, le mur des idées reçues : fabriquer un journal populaire sans en faire un instrument de puissance soumis à la règle totalitaire de la propagande. Ce fut *Alger républicain* ! L'aventure qui l'aura le plus passionné.

Avec *Alger Républicain*, Bachir tint tête aux croque-mitaines de la presse et de la littérature qui obligeaient déjà les médias à ne s'intéresser qu'aux thèmes sublimes : sexe, frasques, étalage des scandales. Lui l'impie prouva que l'on pouvait faire du journalisme même avec les choses méprisées par les maîtres du bon goût. Le journal déjoua tous les pronostics des paroissiens, surpris qu'on ait pu à la fois s'obstiner dans une ligne de gauche et s'engager sur la voie de la réussite commerciale !

Entre le peuple et les lampions, Bachir avait choisi. Il a créé pour un peuple de tout temps trahi, et dont il devinait qu'il a toujours eu besoin d'une solidarité aussi vaste que l'immensité de ses solitudes.

Qu'importe s'il n'avait à proposer aux gazettes que sa patiente guerre contre la déchéance. Bachir fit de cette guerre-là, une guerre à la mode.

A *La République*, *Algérie-Actualités*, *Alger républicain* et même *El-Moudjahid*, contre les machiavéliens, il a laissé l'idée d'une presse claire et virile à la voix respectable, bâtie sur la vitalité plutôt que la haine, la pure objectivité et non la rhétorique, l'humanité et non la médiocrité.

La presse de Bachir cherchait à éclairer plutôt qu'à plaire.

Bachir a utilisé la presse comme le plus démocratique des porte-voix sans en aliéner la modernité.

Il l'a fait pour lui aussi. Pour la mémoire de son père, avocat, communiste, avec lequel il fut interné à Theniet-El-Had durant un an par l'armée coloniale.

Il l'a fait pour son village meurtri, la mémoire et l'avenir.

Il était l'un des rares à pouvoir dire comme Camus «nous sommes quelques-uns à ne pas supporter qu'on parle de la misère autrement qu'en connaissance de cause».

Oui, se rappeler Bachir et redevenir amant d'un métier.

Pour découvrir l'image d'un homme heureux, il fallait avoir surpris Bachir rayonnant devant les amis ou hilare devant ses enfants, fier avec sa fidèle Bibiya. Mais pour avoir le spectacle d'un homme comblé, il fallait avoir surpris Bachir dans une salle de rédaction, tourmenté par l'édition à naître, Bachir en train de traquer l'événement, concevoir une mise en page, pourchasser la formule, s'épuiser sur une manchette, persécuter le photographe, s'acharner sur l'introuvable illustration, se tourmenter de la légende, s'obséder d'un jeu de mots, Bachir en train de créer, Bachir en train de procréer, puis Bachir triomphal, Bachir exaucé, retombant en enfance devant son œuvre, Bachir ayant fécondé sa profession par son talent, Bachir épuisé d'un bonheur incomparable et furtif qu'il lui faudra renouveler le lendemain, Bachir prêt pour la nuit qu'on ne peut pas ne pas prolonger, prêt pour le dernier verre, Bachir qui passera du surmenage au vide, puis au vertige du petit matin, à épuiser le désenchantement avant de repartir à la conquête d'une autre volupté, la volupté du jour : un nouveau journal.

Avec lui, comment sortir indemne d'une passion ? On deviendra des amants fidèles. On respectera la musicalité de l'écriture, on fera la chasse aux hiatus et aux assonances, on cherchera le raccourci, et on apprendra à séduire : «L'édito, une idée, deux feuillets», «reportage : des faits, de la couleur».

Autour de Bachir, on était tous en sérénade.

M. B.

AMNESTY INTERNATIONAL FAIT SON RAPPORT SUR LES DROITS DE L'HOMME EN ALGÉRIE

Un constat mitigé

C'est un rapport plutôt mitigé que vient de rendre public Amnesty International qui épingle l'Algérie sur la mise en œuvre de la Charte pour la réconciliation et la liberté d'expression, et la distribution de la richesse. L'ONG reconnaît néanmoins certaines avancées notamment en ce qui concerne le moratoire sur l'exécution des peines de mort et les violences à l'égard des femmes.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le rapport qui concerne 150 pays fait état de l'échec de ces derniers à instaurer une véritable politique en matière des droits de l'homme. Amnesty ne demande ni plus ni moins aux Etats concernés de présenter des excuses pour leur incapacité à respecter à la lettre la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'Algérie ne fait pas exception. Le volumineux rapport d'Amnesty présenté hier par Mahieddine Bachir, directeur exécutif de la section Algérie, fait état de violences, de harcèlements des militants des droits de l'homme et d'impunité. Situant le contexte de l'élaboration dudit rapport, l'ONG rappelle que «le faible taux de participation aux élections législatives traduisait le manque de confiance de la population dans l'efficacité des autorités à régler les problèmes de la sécurité, du chômage, du manque de logements et de pénurie d'eau, entre autres. Le mécontentement était exacerbé par les problèmes de corruption, les revenus provenant des exportations croissantes de pétrole et de gaz ne bénéficiant pas à l'ensemble de la population. Le flux de migrants pour l'Europe n'a pas cessé». Amnesty considère en effet que «le gouvernement n'a pris aucune mesure pour tenter de remédier aux atteintes flagrantes et massives des droits humains. Evoquant la charte pour la paix, le rapport considère qu'elle accorde «l'impunité aux forces de sécurité et rend passible de poursuites toute critique du comportement de celles-ci». Concernant la liberté d'expression, le constat n'est pas meilleur. «Des défenseurs des droits humains et des journalistes ont été harcelés par les autorités. Un certain nombre d'entre eux ont fait l'objet de poursuites et ont été menacés d'emprisonnement pour diffamation.

Ces manœuvres visaient, selon toute apparence, à les dissuader de critiquer la politique gouvernementale et les agents de l'Etat, ou à les punir pour l'avoir fait», notent les rédacteurs du rapport 2008 qui critique également l'Algérie au sujet de sa politique vis-à-vis des migrants et des réfugiés. «Les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants en situation irrégulière risquaient d'être arrêtés et maltraités et de faire l'objet d'expulsions collectives. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des informations précises, on estimait que plusieurs milliers de personnes avaient été renvoyées vers des pays d'Afrique subsaharienne sans avoir la possibilité de solliciter l'asile ni d'interjeter appel de la décision d'expulsion.» Amnesty International trouve cependant quelques motifs de satisfaction en ce qui concerne la situation des femmes. «Tout en saluant les modifications importantes adoptées en 2005 en vue de réduire la discrimination envers les femmes, la rapporteuse spéciale des Nations unies a attiré l'attention sur certains aspects du code de la famille qui établissent un traitement inégal en matière de logement et de succession.» A ce sujet, Amnesty espère que le gouvernement algérien introduira la notion de circonstances aggravantes lorsque c'est l'époux qui agresse sa femme. Une disposition que le législateur français a déjà adoptée. Autre combat de l'ONG, l'abolition de la peine de mort dont la mise en application reste pour le moment suspendue, ce qui laisse bon espoir de la voir un jour abolie.

N. I.

CE MONDE QUI BOUGE

Sarkozy au Liban, une nouvelle donne !

Par Hassane Zerrouky

La France de Sarkozy revient sur la scène du Proche-Orient. En effectuant une visite de quelques heures à Beyrouth, accompagné par tous les responsables des partis de droite et de gauche siégeant au Parlement, le président français a assurément créé l'événement. En annonçant d'emblée qu'il a amené avec lui «toute la France pour dire à tout le Liban que vous avez le droit de penser à l'avenir», Nicolas Sarkozy a cherché à frapper les esprits, marquer sa différence avec son prédécesseur Jacques Chirac et rebondir sur la scène diplomatique. Car le moins qu'on puisse dire est qu'en mettant ses œufs dans le même panier que celui des Etats-Unis, notamment en ce qui concerne le Proche et Moyen-Orient, la France de Sarkozy a quelque peu perdu pied dans cette région. Sa diplomatie était devenue moins visible.

Paris, vers qui se tournaient les pays arabes pour tenter plus ou moins de faire contre-poids à la pression de Washington, n'était plus perçu comme c'était le cas sous l'ère de Chirac. Pour beaucoup d'analystes arabes et français également, la politique de la France de Sarkozy s'est de fait alignée sur celle des Etats-Unis que ce soit sur les dossiers irakien, palestinien ou syrien, pour ne citer que les plus sensibles.

Est-ce à dire que la France a tiré la leçon et qu'elle est en train de revenir aux fondamentaux de la politique gaullienne ? S'il est trop tôt d'y répondre par l'affirmative, on observera que ce retour au Proche-Orient, caractérisé par la volonté de Paris de renouer le dialogue avec Damas, n'est pas sans rapport avec trois évènements. Le Premier, c'est l'accord de Doha entre tous les protagonistes de la crise libanaise qui a permis l'élection du général Michel Sleimane à la tête de l'Etat libanais, et ce, après une vacance du pouvoir qui a duré près d'une année. Il faut savoir que les Etats-Unis, qui ont salué cet accord du bout des lèvres, et son allié saoudien, n'y étaient pas favorables. Obnubilés par la question du Hezbollah en qui ils voient un pion du régime iranien et un instrument de la Syrie, Américains et Saoudiens sont allés jusqu'à pousser la majorité au pouvoir au Liban à provoquer le Parti de Dieu. La démonstration de force du Hezbollah qui a occupé en quelques heures les points névralgiques de Beyrouth-Ouest a convaincu plus d'un qu'il fallait compter avec lui et qu'il était, par la force des choses, un acteur incontournable de la crise libanaise. Raison pour laquelle le président français a pris langue — c'est une première — avec un dirigeant du Parti de Dieu, Mohamed Raad, à Beyrouth. Le deuxième événement est le retrait américain du Proche-Orient dû en partie à l'élection présidentielle américaine avec en toile de fond l'échec de la politique de remodelage de la carte de la région, à savoir le Grand-Moyen-Orient. Le troisième est la présidence de l'Union européenne par la France à compter du 1er juillet avec en ligne de mire le lancement de l'Union pour la Méditerranée qui tient tant à cœur à Nicolas Sarkozy, et ce, même si ce projet a été retoqué par la Commission européenne.

Toutefois, pour que la France de Sarkozy soit en mesure de peser sur les évènements de la région, il va lui falloir franchir l'obstacle israélien. Le chef de l'Etat français n'a jamais fait mystère de son amitié avec Israël. Mais là n'est pas le problème car après tout, c'est son droit le plus absolu. On observera toutefois qu'il a évité de se rendre dans ce pays à l'occasion du 60e anniversaire de l'Etat hébreu, tel qu'initialement prévu, et qu'il a préféré différer sa visite. Comme il ne s'est pas rangé sur la politique américaine en qualifiant le Hezbollah de terroriste. Reste, cependant, que vis-à-vis d'Israël, le ton est plus que prudent. Paris n'a jamais condamné de façon nette les incursions israéliennes à Gaza, ni le bouclage de cette zone qui, finalement, fait le jeu du Hamas, ni la poursuite de la colonisation en Cisjordanie. Sur la question de Jérusalem, on ne sait pas quel est le point de vue de Paris ! Il n'en reste pas moins que c'est sur ces points précis que Sarkozy est attendu.

H. Z.